

DEBOUTS, CONTRE LE COUP D'ÉTAT IMPÉRIALISTE EN AMÉRIQUE !

NOUS, LE MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE DU 18 MARS CONSIDÉRONS QU'IL EST IMPORTANT QUE LA FRANCE ET L'EUROPE SACHENT : IL Y A UN COUP D'ÉTAT EN COURS CONTRE LA PRÉSIDENTE DU BRÉSIL, DILMA ROUSSEFF, DÉMOCRATIQUEMENT ÉLUE PAR 54 MILLIONS DE BRÉSILIENS. MAIS... CE N'EST PAS LA PREMIÈRE FOIS. EN 1964, C'ÉTAIT LES MILITAIRES; CETTE FOIS-CI LE COUP D'ÉTAT EST PARLEMENTAIRE. MALGRÉ LES DIFFÉRENCES, LES DEUX COUPS SONT ORGANISÉS PAR LES FORCES CONSERVATRICES QUI SOUHAITENT PRENDRE LE POUVOIR SANS PASSER PAR LES URNES, OÙ ELLES ONT ÉTÉ SUCCESSIVEMENT VAINCUES.

IL EST IMPORTANT DE SAVOIR QUE CES SECTEURS CONSERVATEURS SONT PRÉSENTS DANS CHACUN DES TROIS POUVOIRS (EXÉCUTIF, LÉGISLATIF ET JUDICIAIRE) AINSI QUE LA VOLONTÉ DE DÉFAIRE LES PROGRÈS DES GOUVERNEMENTS PRÉCÉDENTS VIS-À-VIS DE LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS ET LA CONQUÊTE DES DROITS PAR LES TRAVAILLEURS, LES FEMMES, LES NOIRS ET LA COMMUNAUTÉ LGBT ENTRES AUTRES.

IL Y A AUSSI UN INTÉRÊT GÉOPOLITIQUE DES PUISSANCES INTERNATIONALES AU BRÉSIL. LE BRÉSIL EST DEVENUE LA SEPTIÈME ÉCONOMIE MONDIALE, ET DEPUIS LA DÉCOUVERTE DE GISEMENTS PRÉ-SALIFÈRES, IL POURRAIT DEVENIR L'UN DES PLUS GRANDS FOURNISSEURS DE PÉTROLE, EXERÇANT UN RÔLE PRÉPONDÉRANT DANS LA CONSOLIDATION DU BLOC ÉCONOMIQUE DES BRICS, ENTRE AUTRES.

MAIS ALORS, SI L'IMPEACHMENT EST UN RECOURS PRÉVU DANS LA CONSTITUTION BRÉSILIENNE, POURQUOI PARLE-T-ON DE COUP D'ÉTAT ?

Bien que l'impeachment, processus de mise en accusation, soit un recours encadré par la Constitution brésilienne de 1988, il n'y a dans ce cas aucun crime commis par Dilma Rousseff. La mise en accusation ne sert que de justification politique et juridique pour écarter un président démocratiquement élu.

L'actuel processus d'impeachment contre Dilma Rousseff cherche à imputer un crime de responsabilité à la présidente. Elle serait responsable d'avoir autorisé les dépenses qui ont dépassé l'objectif budgétaire. La manœuvre fiscale, cependant, était nécessaire pour maintenir le même niveau de service pour les programmes sociaux. Cette décision, courante et d'autant plus justifiable au milieu d'une importante crise économique mondiale de ces derniers temps. Nous devons aussi ajouter que ceux qui veulent destituer Dilma, ont utilisé le même stratagème par le passé.

Nous soulignons que Dilma n'est directement impliqué dans aucun crime de corruption, de détournement, d'enrichissement illicite et de blanchiment d'argent. Le vice-président Michel Temer, en revanche, a été nominalement cité à plusieurs reprises dans l'opération de lavage de voitures en tant que bénéficiaire dans des scandales de corruption. De même, Eduardo Cunha, président de la Chambre des députés est accusé de divers crimes de corruption.

Secteurs conservateurs brésiliens ont perdu quatre élections consécutives et, malgré la crise, perdrait la prochaine: Lula a encore plus la plus grande part des intentions de vote face à tous les candidats de l'opposition. Nous, Brésiliens vivant en France, Français.es ami.es du Brésil et les membres du Mouvement 18 Mars nous ne pouvons accepter cette attaque injustifiée à notre démocratie et à nos droits fondamentaux.

QUI EST DERRIÈRE CE COUP D'ÉTAT ?

Calife à la place du calife : Michel Temer, le vice-président du Brésil, également cité dans plusieurs scandales de corruption, conspire quotidiennement pour renverser la présidente et prendre sa place. Eduardo Cunha, président de l'Assemblée Nationale, est associé à tous les scandales de corruption qui ont récemment fait la une au Brésil (Panama papers, Petrobras, Furnas). Il est accusé d'avoir détourné plus de 50 millions de réaux (13 millions d'euros).

Les candidats malheureux : Aécio Neves, sénateur de l'opposition, il est cité dans le scandale Furnas et n'a toujours pas accepté sa défaite aux dernières élections présidentielles. Comme lui, de nombreux candidats aux élections fédératives et législatives conspirent pour une nouvelle coalition au sein de l'Exécutif du gouvernement pour satisfaire leurs intérêts économiques et garantir leur immunité politique face la Justice.

Faux arbitres : Aroldo Cedraz et Augusto Nardes sont respectivement, président et rapporteur de la Cour des Comptes, responsables de l'analyse des comptes de la Présidence. Les deux sont des politiciens et accusés de recevoir des pots de vin. Gilmar Mendes, ministre de la Cour Suprême, a été le procureur général fédéral du gouvernement FHC, avant Lula. Il est également cité dans les scandales de corruption en cours.

Médias: Ennemis consacrés de Lula, leur audience est en baisse. Les grandes familles qui contrôlent les différents médias de télévision, radio, et presse ont parier tous ses jetons dans la bataille pour le pouvoir et contre la démocratisation de l'information.



md18@riseup.net

**movimento
democrático
18 de março**

www.md18.org

QU'EST-CE QUI EST EN JEUX ?

(In) dépendance stratégique : Le pétrole : le Brésil commence à explorer ses réserves pré-salifère, une source importante de pétrole, et peut devenir l'un des plus grands exportateurs. Ceci suscite l'intérêt de grandes entreprises. Le « B » de BRICS- Le Brésil intègre la formation d'un bloc économique qui réunit les pays émergents ce qui déplaît aux puissances mondiales et leurs anciennes alliances parmi les grandes entreprises au Brésil.

Politiques redistributives : Au-delà de la renommée mondiale du Bolsa Família, le gouvernement du PT a mis en œuvre des politiques qui investissent dans l'éducation primaire et soutiennent l'accès aux universités. Il a permis à plus de 20 millions de personnes de sortir de la pauvreté.

Politiques sociales : Les mouvements pour les droits de noirs, des femmes, des LGBT, des sans terre, des sans-abri, des étudiants (etc..) avaient plus de visibilité dans le gouvernement actuel ; à la grande exaspération des conservateurs et les moralistes, qui défendent leurs privilèges.

Politiques territoriales : La réforme agraire et la réforme urbaine sont des combats historiques au Brésil. Par effet de «gouvernabilité» la présidence du PT n'aura pas autant agi en ce sens. Néanmoins, trahis par ses alliés libéraux, en cette année de la signature des Accords de Paris, la déforestation, le génocide des peuples Indigènes et l'abandon des réformes qui améliorent le droit à la ville sont plus que jamais en jeu.

QUI COMPOSE LE PARLEMENT ?

La composition actuelle du Congrès est la plus conservatrice de l'histoire. Il y a des dizaines de poursuites contre les députés et sénateurs. À elle seule, la liste Odebrecht, rassemble plus de 300 noms de politiciens mentionnés en tant que bénéficiaires de dons de campagne. Au Congrès, le meilleur exemple de cela est l'alliance des « BBB » (Bible, Boeuf, et Bales). Respectivement menées par le président de l'Assemblée, le vice-président de la Commission des Droits de l'Homme et M. Jair Bolsonaro, qui a récemment profité de son vote pour impeachment pour faire l'apologie d'un notoire tortionnaire de la dictature.



NON AU COUP D'ETAT

QUI SOMMES NOUS ?

Le MD18 est composé de Brésiliens résidents en France et Français.es ami.es du Brésil. Nous sommes des étudiants (de tous niveaux), des artistes, des journalistes, (etc..) qui se réunissent pour sensibiliser la France et l'Europe au coup d'État et ses enjeux en cours au Brésil, compte tenu de l'absence de crimes commis par la présidente Dilma Rousseff.

LUTTONS